Comment l'aide internationale alimente le conflit en Somalie

Associated Press, 8 mai 2011Par Katharine HoureldDes munitions de l'armÃ©e revendues aux rebelles, des organisations humanitaires qui paient leur protection Ã l'insurrection islamiste, des responsables onusiens et somaliens accusÃ©s de se servir... Au bout du compte, une partie de l'aide internationale alimente le conflit qui dÃ©chire la Somalie depuis vingt ans au lieu d'y mettre fin.Environ 1 milliard de dollars (700 millions d'euros) sont consacrÃ©s chaque annÃ©e Ã des projets humanitaires, de dÃ©veloppement et de sÃ©curitÃ© dans ce pays d'Afrique de l'Est oÃ¹ plus d'un quart des 9,1 millions d'habitants dÃ©pendent de l'aide humanitaire.
La Somalie est plongÃ©e dans le chaos depuis le renversement du dictateur Mohamed Siad BarrÃ© en 1991 par des seigneurs de guerre qui se sont ensuite dÃ©chirÃ©s entre eux. Ces derniÃ¨res annÃ©es, les milices islamistes Shabab liÃ©es Ã Al-QaÃ¯da se sont emparÃ©es d'une grande partie du sud du pays. La force de maintien de la paix de l'Union africaine (AMISOM) leur a repris ces derniers mois le contrÃ´le d'environ la moitiÃ© de la capitale, Mogadiscio.La dÃ©perdition d'aide internationale dans un pays instable n'a rien d'extraordinaire, comme l'illustrent l'Irak et l'Afghanistan, mais si la Somalie reÃ§oit moins d'argent, son utilisation est aussi beaucoup moins contrÃ´lÃ©e: le pays est tellement dangereux que les centaines de responsables des Nations unies et des organisations humanitaires sont basÃ©s au Kenya voisin.Difficile de savoir quelle proportion des vivres, mÃ©dicaments et matÃ©riel n'arrive jamais Ã destination, mais les tÃ©moignages recueillis par l'Associated Press au Kenya et en Somalie sont alarmants."Les cas connus ne sont que la partie Ã©mergÃ©e de l'iceberg. Ce problÃ¨me contribue fortement au conflit somalien", estime le professeur Stig Jarle Hansen, spÃ©cialiste de l'Ã©conomie de guerre et de la Corne de l'Afrique Ã l'UniversitÃ© norvÃ©gienne des sciences de la vie. Ainsi, dit-il, les donateurs financent la formation et l'Ã©quipement des policiers et soldats, mais pas leurs salaires, et les populations locales sont rackettÃ©es. "On ne les incite pas Ã Ãªtre transparents".L'une des affaires de corruption les plus frappantes s'est produite sous le nez des hauts responsables de l'ONU Ã Nairobi, la capitale kÃ©nyane.Un ancien employÃ©, mutÃ© depuis, y aurait dÃ©tournÃ© des millions de dollars sur plusieurs annÃ©es, dont plus de 188.000 dollars (131.300 euros) affectÃ©s Ã un "bureau de liaison de sÃ©curitÃ©" pour le gouvernement somalien, qui n'a jamais vu le jour. Le reprÃ©sentant de l'ONU en Somalie, Augustine Mahiga, s'est refusÃ© Ã tout commentaire, invoquant une enquÃªte interne en cours.Une commission onusienne a estimÃ© l'an dernier que les prestataires et milices volaient jusqu'Ã la moitiÃ© de l'aide alimentaire. Du coup, les Etats-Unis ont rÃ©duit leur manne de plus de 200 millions de dollars (140 millions d'euros).Les agences humanitaires soulignent que malgrÃ© leurs efforts, la corruption est inÃ©vitable quand on nourrit, soigne et hÃ©berge des millions de gens dans l'un des pays les plus pauvres et les plus violents du monde. Un employÃ© basÃ© Ã Nairobi ajoute que ceux qui dÃ©nonceraient la corruption ou mÃ¨neraient des audits en Somalie risqueraient d'Ãªtre tuÃ©s."Je pense qu'il n'y a pas de contrÃ´le (...) parce que l'information n'est pas partagÃ©e", assÃ¨ne Augustine Mahiga, qui rÃ©clame davantage de transparence de la part de la communautÃ© internationale et du gouvernement somalien.Le gouvernement de transition somalien milite pour que le personnel onusien et humanitaire ainsi que les spÃ©cialistes de la sÃ©curitÃ© s'installent Ã Mogadiscio, mais les combats continuent dans la capitale, qui a en outre connu une vague d'enlÃ¨vements d'Ã©trangers il y a trois ans.C'est Ã Nairobi que les bailleurs de fonds internationaux rencontrent les dirigeants somaliens. Les sÃ©jours luxueux au Kenya, les 300 dollars par jour pour la participation aux confÃ©rences onusiennes ou les 600 dollars mensuels des parlementaires peuvent dissuader les dirigeants de rÃ©gler les problÃ¨mes d'un pays oÃ¹ l'habitant moyen peine Ã gagner un dollar par jour.Le Premier ministre Mohamed Abdullahi Mohamed assure Ã l'Associated Press que l'aide serait mieux contrÃ´lÃ©e si elle Ã©tait davantage versÃ©e directement au gouvernement. Il entend aussi limiter Ã 25% le temps passÃ© Ã l'Ã©tranger par les hommes politiques locaux.Depuis deux ans, les donateurs et agences humanitaires veulent plus de contrÃ´le, note le responsable onusien de l'aide humanitaire et au dÃ©veloppement en Somalie, Mark Bowden. L'ONU a d'ailleurs crÃ©Ã© une base de donnÃ©es de ses prestataires qui contient dÃ©jÃ plus de 500 entrÃ©es, dit-il.InterrogÃ©s sur la corruption, des travailleurs humanitaires ayant requis l'anonymat citent ce projet de 600.000 dollars Ã Mogadiscio, suspendu parce qu'un ministre exigeait un pot-de-vin, ou cette Ã©cole devant accueillir un millier d'enfants dont la rÃ©novation a Ã©tÃ© payÃ©e deux fois, par deux donateurs diffÃ©rents.De leur cÃ´tÃ©, des officiers de l'AMISOM affirment Ã l'AP que des chefs de l'armÃ©e revendent les balles donnÃ©es par l'Union africaine.A Nairobi, le cabinet d'audit Katuni Consult de Joakim Gundel a examinÃ© l'an dernier 21 projets du Conseil danois des rÃ©fugiÃ©s dans le centre de la Somalie. Conclusion: les Shabab extorquent jusqu'Ã 20% du budget pour "protÃ©ger" les employÃ©s. Les prestataires gonflent alors leurs factures et construisent des cliniques et Ã©coles moins grandes. L'ONG danoise a assurÃ© Ã l'AP avoir suspendu les projets Ã plus long terme suite Ã une enquÃªte interne confirmant "les irrÃ©gularitÃ©s et paiements non autorisÃ©s" aux insurgÃ©s.La plupart des agences rencontrent les mÃªmes problÃ¨mes, selon Joakim Gundel, mais elles craignent de perdre leurs financements en dÃ©nonÃ§ant les dÃ©tournements. Pour cet expert, c'est aux donateurs comme l'Union europÃ©enne ou les Etats-Unis de vÃ©rifier oÃ¹ va l'argent pour Ã©viter de financer le conflit en mÃªme temps qu'ils aident les victimes. AP